

DISCOURS PRÉSIDENTIEL

REGULA RYTZ

Assemblée des délégué-e-s, 13 janvier 2018, Winterthour



L'année de la consolidation !

Bienvenue, Chères Vertes, Chers Verts, dans cette nouvelle année : 2018 est, pour nous, l'année de la consolidation. Ces derniers mois, nous avons pu fêter une victoire électorale cantonale après l'autre. Si les élections nationales se déroulaient demain, nous serions clairement du côté des gagnants. Nous avons réussi à réunir une majorité en faveur de la sortie du nucléaire et du tournant énergétique. Nous avons noué de nouvelles alliances avec les entreprises cleantech. Les #DébatsVerts17 nous ont permis d'approfondir les grandes problématiques futures : renforcer les droits fondamentaux à l'ère du populisme de droite. Remédier à l'impact de la numérisation sur le monde du travail et la protection des données. Réduire l'écart entre nos connaissances de l'environnement et nos mesures de protection. Lors de l'assemblée des délégué-e-s de mai, nous vous présenterons les résultats de ces débats en vous dévoilant la suite à leur donner.

Ce ne sont pas les défis qui manquent en 2018. Les nombreuses élections communales zurichoises, les élections cantonales à Nidwald, Berne, Glaris, aux Grisons, à Genève et à Zoug. La votation sur notre initiative pour des aliments équitables, les jalons de la protection climatique, le combat contre l'initiative No Billag, qui veut privatiser le service public et en faire une marchandise. Si nous entendons poursuivre sur notre lancée, il est temps de mettre les bouchées doubles. Les barrières à franchir sont hautes – plus hautes que ces deux dernières années. Nous allons nous engager encore plus à fond. Je suis prête et je compte sur vous.

La nouvelle année vient à peine de commencer, que les turbulences s'amoncellent déjà. La tempête Eleanor s'éclipse à peine, que la prochaine profonde dépression est en vue. Elle se nomme Trump. Le PLR peut – lui – se réjouir de sa venue à Davos. Leur assemblée des délégué-e-s d'aujourd'hui traite de politique énergétique et climatique. A l'aune Trump, le PLR se montre carrément hyperactif pour protéger le climat. A l'aune des défis réels, leur programme ressemble au contraire à du courant faible. Avant Noël, quelque 15 000 scientifiques de 185 pays ont signé un « Avertissement à l'humanité ». Il est moins une pour la protection de l'environnement. Selon les dernières études, 4 des 9 limites écologiques planétaires sont déjà dépassées : pour le changement climatique, la biodiversité, les rejets d'azote et de phosphore dans la biosphère et l'utilisation des terres. Et que fait le PLR ? Il

veut réduire la stratégie – déjà bien insuffisante – du Conseil fédéral en peau de chagrin. Leur résolution parle deux fois plus de « marché » et d'« économie de marché » que de « climat » ou d'« environnement ». On a vraiment l'impression d'un combat d'arrière-garde, plutôt que d'avant-garde. A croire que ce parti n'aime pas suffisamment la Suisse pour redoubler d'efforts.

Mais retour à Trump. Il défend une politique qui place au premier plan égoïsme et maximisation du profit personnel. Il défend une politique qui sert les plus bas instincts humains et veut rendre acceptables le sexisme, le racisme et les mensonges. Trump défend une idéologie narcissique, qui bat en brèche toutes les institutions communautaires et veut imposer le droit des plus forts. Mener une telle politique s'inscrit en faux contre les valeurs traditionnelles de la Suisse. Et bien entendu des Verts également.

Mais cela ne sert absolument à rien de descendre dans la rue pour tout saccager parce que Trump vient en Suisse. Ce n'est pas Trump en tant que personne qui pose problème. Non, le problème, c'est que de tels destructeurs narcissiques puissent être élus dans un pays démocratique. Notre message ne doit donc pas s'adresser uniquement à Trump, mais à l'électorat étatsunien qui peut le renverser. Climate First, Mister Trump ! World First, Mister Trump ! Human Rights First, Mister Trump ! Not welcome, Mister Trump !

2018 n'est pas seulement une année de profondes dépressions, c'est aussi une année de rendez-vous avec l'histoire : on commémore en effet les 100 ans de la fin de la 1^{re} guerre mondiale, les 100 ans de la révolution de novembre et les 100 ans de la grève générale en Suisse. Tous ces événements ont quelque chose en commun. Ce sont autant d'étapes dans la confrontation mondiale entre les intérêts de quelques-uns, sous couvert de nationalisme, et le désir de paix, de sécurité et de démocratie du reste de l'humanité. Pour moi, l'Europe est également un projet pacifique. Lorsque je parle de l'Union européenne, ce n'est pas à la bureaucratie bruxelloise que je pense, ni à la crise de l'endettement qui asphyxie la Grèce, ni à la crise immobilière qui compromet l'avenir de la jeunesse espagnole. Non, lorsque je pense à l'UE, je pense d'abord à la réunion de pays qui veulent vivre ensemble en paix et dans le respect de leurs voisins. Et la Suisse doit y apporter sa contribution.

Malheureusement, la politique européenne du Conseil fédéral est chaotique. Non seulement la politique du Conseil fédéral, mais également celle des partis gouvernementaux. Même le PS est devenu pour une fois une partie du problème et non une partie de la solution. Je me souviens encore très bien des menaces proférées par Christian Levrat, lors de la votation sur l'initiative de l'UDC sur l'immigration. Il voulait faire capoter l'accord sur la Croatie, si les mesures d'accompagnement destinées à protéger les salaires en Suisse n'étaient pas renforcées. L'objectif est bon, mais la stratégie mauvaise. Car un échec aurait signifié la fin des bilatérales.

Après la votation de février 2014, le Conseil fédéral était également prêt à renoncer à la voie bilatérale. Les Verts ont été – à l'époque – le seul parti, inébranlable, à se battre pour une Suisse ouverte et solidaire et à défendre la voie bilatérale. Cet objectif a été depuis atteint. Mais, ce n'est qu'une victoire d'étape. Car la valse-hésitation sur l'UE continue. C'est pourquoi, nous, les Verts, invitons le Conseil fédéral à jouer cartes sur table. Les cachotteries sur le milliard dit de cohésion et sur l'accord-cadre doivent cesser. Ce n'est qu'en connaissant les faits, que nous pourrons juger. La navigation à vue du Conseil fédéral fait le jeu de l'UDC.

Venons-en au thème du jour : la politique financière et fiscale. Cela a été LA grande victoire contre la politique bourgeoise de sous-enchère fiscale et de caisses vides de l'année passée. Et un Non aussi clair, nous le devons aussi à notre chef du département des finances de la Ville de Zurich, Daniel Leupi, qui a pris la tête de l'alliance interpartis des Villes, comme l'avait fait en son temps Eveline Widmer-Schlumpf avec le référendum cantonal contre le paquet fiscal de Hans-Rudolf Merz.

Et ce sont les Verts – et non le PS – qui ont rejeté le plus fortement la RIE III : 95 pourcent de notre électorat s'est prononcé contre de nouvelles niches fiscales et autres baisses généralisées des impôts sur le bénéfice, et par conséquent, contre de nouvelles mesures d'austérité dans les cantons et les communes. Pourquoi ? Pour deux raisons : premièrement, parce que nous sommes le parti de la justice sociale. Et deuxièmement, parce que nous assumons la responsabilité de répondre aux préoccupations de la population dans de nombreux cantons et communes. C'est pourquoi aussi nous savons que seul un bon service public peut assurer à toute la population vivant en Suisse qualité de vie, droits fondamentaux et égalité des chances. A l'inverse, la sous-enchère fiscale au profit des multinationales et de leurs actionnaires asphyxie le service public et encourage les inégalités.

La dernière enquête de Thomas Piketty montre que la fortune dans les pays occidentaux se concentre autant qu'il y a 100 ans. Les promesses bourgeoises d'une économie de marché sociale au service de la communauté volent en éclats. Pas étonnant que l'insécurité et la peur de l'avenir augmentent. C'est un moteur essentiel des succès électoraux des populistes de droite à la Trump & Co. Courber l'échine devant les plus forts et écraser plus petits que soi : c'est comme ça qu'on fait salle comble en Suisse également. Il faut y mettre fin. Un premier levier : enrayer la concurrence fiscale toujours plus féroce.

Malheureusement la nouvelle mouture du projet fiscal fait fausse route. Elle attise davantage la concurrence fiscale nationale et internationale, faisant perdre au passage des recettes à tous les échelons étatiques. Il y manque toujours un contre-financement social suivant le principe de l'utilisateur-payeur. Conclusion : le Conseil fédéral ne prend pas la volonté populaire au sérieux. Au contraire : il en rajoute une couche. Comme mesure de rétorsion envers la « vilaine » politique de l'UE, il veut maintenant abolir le droit du timbre... et creuser un trou supplémentaire de 2 milliards de francs dans le budget fédéral. Nous devons l'en empêcher.

Par conséquent, la politique financière n'est pas seulement au centre de notre assemblée, elle sera également au cœur des débats de ces prochains mois. Car sans justice sociale, pas de tournant écologique.

Chères Vertes, Chers Verts : jusqu'aux élections fédérales d'octobre 2019, nous devons défendre nos valeurs encore et encore. Défendre nos valeurs – « Haltung zeigen », tel est le slogan des Verts de la Ville de Zurich pour les élections du 4 mars. Parfois, nous formons de larges alliances, comme pour la campagne contre le démantèlement des médias publics visé par l'initiative No Billag. Parfois nous prenons les devants, comme avec notre initiative pour des aliments équitables, sur laquelle on votera en automne. Deux votations à l'issue incertaine. Mais une chose est sûre aujourd'hui : je me sens prête à briguer un nouveau mandat de 2 ans comme présidente des Verts suisses. Collaborer avec vous m'apporte beaucoup de joie – et j'en suis sûre : ensemble, nous pourrons encore déplacer l'une ou l'autre montagne. Alors, allons-y !

Regula Rytz, présidente des Verts suisses